



Initiative pour la paix et la Gouvernance Locale (IPGL asbl) est une organisation de la société civile de droit congolais œuvrant notamment dans la construction de la paix, la promotion des droits humains et la gouvernance locale. Elle emprunte comme stratégies d'intervention, la recherche action participative, le plaidoyer, le contentieux stratégique et le renforcement des capacités des acteurs de changement.

La délinquance juvénile dans la ville de Bukavu. Causes et conséquences.

MWEZE BAHAYA Félix, Mars 2024¹



Ville de Bukavu côté, place Nyawera (crédit IPGL asbl, 2024)

Mots-clés : Encadrement de la jeunesse – Prévention des conflits

0. Introduction

Au sommet social de Copenhague, un éminent diplomate s'exclamait en disant : « La plus grande menace pour l'humanité, à l'avenir, ne sera pas une menace nucléaire, mais plutôt l'explosion sociale. Nous avons moins d'insécurité sur le plan militaire, et plus d'insécurité sur le plan individuel et collectif. Nous avons remplacé la menace de la bombe nucléaire par celle de la bombe sociales »². Dans le même sens, le sommet de l'Unesco (année 2000) renchérit : « Une jeunesse mal encadrée constitue une bombe sociale à retardement »³. Cet avertissement s'adresse aux pouvoirs publics, aux parents et éducateurs, en particulier ceux de notre région des Grands Lacs secouée par des guerres à répétition depuis plus de trois décennies. Dans ce contexte d'insécurité permanente, les

¹ Félix MWEZE BAHAYA, Chercheur Senior et Animateur au sein d'Initiative pour la Paix et la Gouvernance Locale, IPGL asbl. Il est formateur et agent de changement sur des thèmes liés à la paix, l'encadrement de la jeunesse et la lutte contre la montée des incivilités en milieux urbains.

² Cfr. Juan SOMAVIA, ambassadeur du Chili auprès des Nations-Unies, Secrétaire général du sommet social mondial de Copenhague en mars 1995.

³ <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf000261383.fre>

jeunes, qui sont parmi les nombreuses victimes de ces conflits armés ne sont pas épargnés et deviennent des groupes vulnérables à force d'évoluer dans des conditions de plus en plus délétères.

Sans évoquer tous les contours de la situation sécuritaire dans la région des Grands-Lacs, signalons cependant les risques auxquels la jeunesse en milieu urbain ou alentour est exposée. C'est entre autre des risques physiques comme la mort dans les combats entre factions ou groupes armés, l'insécurité alimentaire et les conditions de vie précaires en général, le chômage et le manque de perspective dont l'impact se fait sentir sur l'éducation de la jeunesse et la vie morale de la société. Dans certaines villes comme en milieux ruraux, l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés, la manipulation identitaire, leur utilisation dans la violence sont d'autres maux qui accentuent la vulnérabilité des jeunes au sud Kivu et à Bukavu en particulier. C'est dans ce contexte que s'inscrit notre réflexion qui se propose d'examiner la délinquance juvénile, ses causes et ses conséquences dans la ville de Bukavu et dans d'autres cités de la Province du Sud-Kivu.

0.1. Quelles sont les causes de la délinquance juvénile dans la ville de Bukavu!

Distinguons ici les causes exogènes comme la guerre, les groupes armés avec leurs milices et leurs chefs. Quant aux causes endogènes il s'agit principalement de celles liées à l'éducation des enfants dans les familles sans ignorer l'Etat et tout le système éducatif mis en place. Suite aux guerres qui ravagent la sous-région des grands lacs africains et en particulier depuis le génocide Rwanda de 1994 avec ses conséquences dans les pays voisins, nombreux jeunes se sont vu leur avenir hypothéqué. Rendus orphelins ou séparés de leurs parents à bas âge, ils ont emprunté la rue comme lieu de refuge où ils ont développé des mécanismes de survie. D'autres, vivent dans une société déchirée où l'autorité de l'Etat est moins sentie avec des parents incapables de subvenir à leurs besoins élémentaires. Le problème ici est de savoir à qui incombe la délinquance juvénile afin de mieux appréhender ce phénomène.

0.2. Objectif de la réflexion.

Depuis 2016, IPGL asbl œuvre à côté d'autres organisations comme le « Foyer E'Ka Bana » de l'archidiocèse de Bukavu dans la promotion des droits des enfants et de la jeunesse au Sud Kivu et dans la ville de Bukavu. Ces activités portent sur l'organisation au niveau communautaire de séances de sensibilisation sur la protection de l'enfance, la vulgarisation des instruments juridiques relatifs aux droits des enfants et l'assistance aux enfants et jeunes victimes d'abus, de maltraitance.

En voulant porter notre attention sur la délinquance juvénile, nous voulons proposer des pistes ou voies et moyens de créer des conditions de paix durables dans les milieux urbains comme Bukavu aussi bien que dans toute la région des Grands-Lacs, fortement secoués par des conflits armés et d'en protéger la jeunesse, qui en est la principale victime. Nous espérons ainsi donner notre contribution pour une appréhension globale de la délinquance juvénile et d'autres effets pervers des conflits armés en RDC, principalement le phénomène communément appelé « Enfant de la rue ».

Il faudrait faire la part entre deux camps : ceux qui soutiennent que la délinquance juvénile incombe aux parents et ceux qui disent que cette délinquance ne peut être attribuée qu'à l'Etat. Dans l'un ou l'autre cas, quelles sont les pistes de solution ? Quelles

sont les voies de sortie de crise ? Parmi les nombreuses conséquences de ces guerres, citons par exemple la prolifération des armes et des groupes armés, les cas de viols de femmes, l'enrôlement des enfants mineurs dans des conflits armés, sans oublier la formation de bandes de jeunes désœuvrées communément appelés « mai-bobo » ou enfants de la rue. La ville de Bukavu fait face ces derniers à la montée de la criminalité urbaine avec des phénomènes comme popo solution actif à Panzi , Pomba solution , Shege ou enfants de la rue , Finders , Chevrons , ...avec des conséquences incalculables.

1. Contexte de la délinquance juvénile dans la ville de Bukavu

Un tel phénomène, né dans un contexte sécuritaire précaire, se développe dans la ville de Bukavu et dans d'autres centres urbains de la province du Sud-Kivu avec une rapidité et une ampleur alarmantes et il apparaît lié à plusieurs causes que nous essayerons d'épingler ci-dessous.

D'une part, l'état de guerre permanent entraîne une dégradation des conditions de vie dans les foyers, avec un impact négatif sur l'éducation de la jeunesse. Ainsi, l'insécurité avec ses nombreux corollaires dont la baisse du pouvoir d'achat de la population, l'insuffisance alimentaire, entraîne l'abandon des campagnes envahies et occupées par des groupes armés et un exode massif des jeunes désœuvrés vers les milieux urbains.

D'autre part, à un niveau plus interne, l'absence d'un encadrement suffisant des enfants dans le foyer provoque un éclatement de ces derniers. Certains enfants fuient le toit paternel où ils trouvent ou créent la discorde et partent rejoindre des bandes d'autres enfants transfuges, enfants de la rue vivant dans une vie de désordre. De même, l'école, qui devrait relayer l'éducation de base donnée par la famille, voit se dégrader, d'une année à une autre, le système éducatif suite à des facteurs conjoncturels multiples. On note également des enfants rejetés par leurs familles car accusés des sorciers par des sectes qui prolifèrent les quartiers et avenues. Dans ce contexte, un défaut de vigilance des éducateurs ne fait qu'exacerber le vide d'éducation de base, avec comme conséquence une génération d'enfants marginaux ou de ratés sociaux.

Par une analyse de quelques faits de guerre surtout dans la partie Est de la RDC, nous essayerons d'axer notre réflexion sur une vision globale des droits de l'homme et ceux de l'Enfant au travers de quelques instruments juridiques internationaux et nationaux et, par déduction de la loi de cause à effet ou par induction, nous pensons inscrire le problème de la délinquance juvénile en particulier et celui des violations massives des droits de l'homme sous l'angle d'une philosophie du droit.

Plutôt que de nous appesantir sur ce fléau et d'en rechercher toutes les causes explicatives, nous nous intéresserons en particulier aux jeunes vivant dans ces groupes infortunés et nous proposerons quelques astuces ou pistes de solution en vue d'une sortie de crise.

2. Pour une sortie de crise : quelques voies à explorer.

Un auteur célèbre, P.Mohamed, a écrit : « **Quand se brisent les stylos, il ne reste que les couteaux** ». ⁴ A y comprendre un peu, ce dicton évoque en réalité la situation de

⁴ Cf Thème de dissertation n°7 aux examens d'Etat, édition 2022

déperdition des effectifs scolaires pour des raisons diverses : abandon prématuré des études, turbulence de l'enfant ou manque de frais scolaires ou autre motif, avec comme effet de venir grossir le rang des enfants de la rue⁵. Nous assistons ces derniers temps à une montée en puissance du banditisme, de la criminalité sous diverses formes. A part les cas de braquage de véhicules par des voleurs professionnels, certains groupes de jeunes s'organisent spontanément pour extorquer de l'argent dans les rues, dans les magasins ou au marché. D'autres se postent à des endroits un peu isolés pour y attendre les passants et commencer à les intimider afin de spolier tous leurs effets. Une foule d'autres jeunes désœuvrés passent leur temps dans des cinés, dans des tripots ou des maisons de tolérance. Dans de tels établissements c'est une ambiance délétère qui règne en maître : scènes de violence, films pornographiques à jets continus sur la scène et bien d'autres propos à caractère licencieux. La ville de Bukavu connaît un afflux de gens immigrés pour des raisons diverses. Si ce n'est pas pour des raisons professionnelles, familiales ou scolaires, c'est tout simplement des gens appelés « enfants de la rue ». Bon nombre de maisons se spécialisent dans la commercialisation de boissons fortement alcoolisées dont le Sapilo , Kafanya Mbiyo , Kankala , Lungwela , Fako , Kahogojo , simba , Mumberege , Buhondo , Leur clientèle est faite surtout de jeunes délinquants et parfois au regard complaisant des agents de l'ordre qui devraient les en empêcher. Au-delà de la criminalité que la vente et la consommation excessive de ces boissons offrent à la communauté, les conséquences sur la santé de jeunes y compris les décès appellent une attention particulière de l'autorité.

Pour lutter contre ces groupes et leurs agissements, il est impérieux de créer des centres d'accueil pour les jeunes afin d'y intégrer un plus grand nombre aux travaux de développement ou à des discussions d'intérêt communautaire. Il serait également important d'organiser des séances d'alphabétisation pour certains et d'ouvrir un atelier de couture pour d'autres. Attirer un plus grand nombre dans la bibliothèque de l'IPGL⁶ ouverte à leur intention, leur donner le goût pour la lecture et les initier à la recherche, leur permettant de découvrir quelques domaines des beaux-arts et métiers. La conception des modules de formation aux métiers comme la céramique, la maçonnerie, l'architecture, le secrétariat, la décoration, la couture et autres, voilà autant de pistes à explorer. Ainsi, l'objectif principal est la remise à niveau pour certains, en particulier ceux qui ont arrêté trop tôt leur formation scolaire. Ces initiatives nécessitent pour leur réussite, une sensibilisation des jeunes à abandonner la rue ainsi qu'un dialogue social permanent entre la communauté et les enfants qui ont réintégré la famille. Le pardon collectif ainsi que des séances de psychothérapie sont nécessaires pour une bonne intégration.

Dans le cadre d'une formation classique régulière, donner du goût pour la lecture est un travail qui incombe aux enseignants, certes. Mais dans un cadre extrascolaire, la bibliothèque ouverte servira de rattrapage pour certains et d'élargissement de la culture pour d'autres. Tout le problème reste d'intéresser les enseignants à nous amener des élèves à la bibliothèque afin de les y entraîner à la lecture. Le centre d'accueil met un accent particulier sur cette formation continue afin de prévenir ou limiter les cas de vagabondage des jeunes, car une énergie stockée sans être canalisée dans le sens du bien commun reste un danger potentiel pour la société.

⁵ Le terme enfant de la rue est discutable dans la mesure où il se confond avec celui des enfants dans la rue avec l'idée que la rue n'a jamais donné naissance à un enfant.

⁶ Initiative Pour la Paix et la Gouvernance Locale (IPGL, en sigle)

Parmi tant d'autres activités à privilégier dans ces centres, signalons l'éducation à la paix. C'est un travail de longue haleine. La paix n'est pas un acquis tout fait, mais plutôt un idéal à cultiver, qu'il faut poursuivre et conserver contre vents et marées. C'est un élément volatil qui demande l'adhésion et le concours de tous. Nombreux conflits naissent dans nos quartiers et prennent parfois des proportions qui risquent de tout embraser si l'on n'y prend pas garde, si les différents acteurs ou autorités les minimisent avec un regard complaisant ou indifférent.

Il est, à cet effet, un détail non négligeable, mais qui échappe souvent au contrôle : c'est la critique. Certains politiciens pratiquent une manipulation de la jeunesse et l'entraînent dans la diffusion de messages de haine et des propos teintés de discrimination ou de xénophobie. Cela commence par des bouts de phrases inconsiderées comme « vous les femmes... vous les gens de telle tribu... vous les gens de telle origine, etc... vous ne savez rien ou vous ne valez rien. » Ce sont des jugements à l'apparence anodine mais qui ont souvent l'effet d'une bombe. La répétition à certaines fréquences de tels stéréotypes de jugements nourris par les commérages, génère des réactions négatives et déchaîne des ressentiments qui sont, par la suite difficiles à gérer. Dans des cas plus malheureux, ces critiques incontrôlées débouchent sur la stigmatisation de certaines catégories sociales des sentiments de haine collective envers tels individus ou telle communauté. Que l'on pense ici à des situations plus dramatiques qui font éclater des persécutions, des génocides etc.

3. Quelques pistes de solutions pour atténuer la délinquance juvénile !

La délinquance juvénile étant un problème complexe, sa solution exige que soient conjugués les efforts à tous les niveaux concernés par l'éducation de la jeunesse. Ce phénomène dont les racines ou causes profondes sont à chercher soit dans l'hérédité, la nature de chaque individu, soit dans la culture ou l'éducation reçue, exige que soient conjugués les efforts à tous les niveaux. Pour cette raison, nous proposons les pistes de solution ci-après.

1° L'éducation de base :

L'écolage devrait commencer dès le bas-âge en famille. Ensuite, l'école, dans le cours de civisme, devrait insister sur les notions de base, tel le respect de la vie humaine, les droits et la dignité de la personne, le respect du bien commun, l'entraide et la cohabitation pacifique avec les autres. Les premiers rudiments du savoir comme « bonjour », « merci, papa...merci maman » sont transmis à l'enfant dès le bas-âge. Si ses gardiens baissent la garde, ils vont lui transmettre des mots négatifs comme « imbécile », « idiot », « tu es un con » etc. A cela va s'ajouter l'instruction et l'éducation reçue à l'école sous des formes variées.

Lorsque cette éducation est déficiente, lorsque les conditions matérielles ou morales dans lesquelles évolue l'enfant ne sont pas bonnes, l'enfant grandit avec un petit moi qui devient ingouvernable. Un moment donné, faute d'un encadrement suffisant, l'enfant fuit le toit paternel et part se joindre aux bandes d'autres enfants non accompagnés. L'enfant dans la rue subit alors une éducation parallèle à celle du premier socle où il y a eu des fissures. C'est la cause principale de la délinquance juvénile.

2° La réforme du système éducatif.

Nous savons tous que l'Etat est le principal organisateur du système éducatif en particulier et du système administratif en général. L'Etat a le pouvoir, il crée des écoles, il doit créer aussi des emplois. Il définit les buts et les finalités de l'éducation. C'est l'Etat qui doit promouvoir avec une certaine orientation l'éducation des jeunes.

Mais, hélas ! Un constat amer. Lorsque la politique devient politicienne et que les hommes au pouvoir s'occupent de faire passer avant tout leur idéologie, alors l'éducation de la jeunesse est sacrifiée. Les antivaleurs prennent la place des valeurs morales et intellectuelles.

Quelques exemples illustratifs de la situation en RD Congo. Le recrutement dans la police et dans l'armée se fait souvent en dépit des considérations ou de normes éthiques. On attire facilement dans la police et dans l'armée les cas spéciaux, les ratés de la société, les évadés de la prison, les hors-la-loi. En outre, la gestion des boîtes de nuit et des maisons où se pratique la vente des boissons alcoolisées et des liqueurs over dose, semble être laissée au gré du hasard. Lorsqu'on envoie la police sur le terrain pour traquer les vendeurs de ces boissons, quelques fois, les agents envoyés, eux-mêmes se versent dans la consommation de ces boissons, de ces liqueurs ou de la drogue. Au lieu d'arrêter les vendeurs de ces produits, les agents de la police deviennent leurs complices et ricanent avec les autres clients qui s'y adonnent avec fracas. De même, la corruption sous sa forme la plus généralisée gangrène certaines institutions de l'Etat et l'administration, du sommet à la base. Au lieu de promouvoir l'homme qu'il faut à la place qu'il faut on préfère donner des postes-clés à des incompetents, à des corrompus, pourvu qu'ils soient dans l'obédience ou dans le parti du chef qui les nomme.

L'éducation à la citoyenneté, l'élaboration des programmes d'enseignement, c'est bien la tâche qui incombe à l'Etat. Toute négligence, tout laxisme introduit dans ce système par l'incurie des hommes au pouvoir conduit à la catastrophe.

3° L'impact des structures d'accueil pour la jeunesse.

Des structures comme l'IPGL ont pour tâche principale l'encadrement de la jeunesse. C'est par le moyen d'un centre de formation professionnelle et d'une bibliothèque ouverts à l'intention des jeunes que cette structure assure la remise à niveau des uns et lutte pour atténuer la délinquance juvénile. L'entraînement à la lecture, l'initiation aux beaux-arts et aux métiers, l'organisation des séances de sensibilisation, de séminaires de formation et des sorties scientifiques sont autant d'activités réalisées à ce niveau. Dans le cadre d'une éducation permanente, certains séminaires abordent des questions pratiques comme le travail en association, l'entrepreneuriat, la formation à l'épargne et au crédit et quelques notions du droit. L'IPGL encourage la création de clubs de réflexion et organise des journées de manifestations culturelles. Dans ses perspectives d'avenir, l'IPGL envisage l'organisation l'échange d'expériences entre jeunes de Bukavu avec ceux des pays voisins dans le cadre de l'intégration avec les jeunes de la région des Grands-Lacs. Autant d'activités concourent non seulement à la culture ou éducation personnelle, mais aussi à maximiser les chances de réduction de la délinquance juvénile.

4° La transformation des conflits : l'éducation à la paix.

A défaut d'une telle éducation dans nombreuses écoles, les centres d'accueil des jeunes initieront, dans l'optique d'une formation continue, par des modules spécifiques d'éducation à la paix. Objectif : sensibiliser un plus grand nombre de jeunes à la résolution pacifique des conflits. Bien souvent certains jeunes prennent des raccourcis : pour une simple dispute, ils sont prêts à se tabasser ; pour régler leurs conflits, surtout parcellaires, ils n'hésitent à blesser leur voisin ou à le déferer sur-le-champ au bureau de la police. Ce sont pourtant des règlements de compte que l'on pourrait résoudre par le dialogue.

La critique, tantôt dirigée contre des individus ou contre un groupe, prend diverses tournures: discrimination à caractère sexiste ou stigmatisation des autres à cause de leur origine ou de leur tribu. Bien souvent, on cherche inconsciemment à faire la différence, à se croire au-dessus des autres. Parfois on devient intolérant ou agressif envers ceux qui ne sont pas ou ne pensent pas comme nous. Beaucoup de jeunes se livrent des journées entières à des altercations, à des commérages dans les quartiers, provoquant et défiant tout le monde dans une inconscience quasi-totale.

Pour éviter des situations plus dramatiques comme celles ayant conduit à des violences communautaires dans certains quartiers de la ville, nous encourageons les jeunes à pratiquer la culture de la paix ou la tranquillité de tous en société. L'éducation de tous à être positifs plutôt que négatifs envers les autres. L'heureux résultat ici est de parvenir à l'intégration de nos différences dans l'unité. Nos différences en soi remarquables, soit par la couleur, la taille, le sexe ou autres, ne devraient pas être un motif de rejet des autres, une raison de nous éloigner les uns des autres. Ce sont des pierres d'attente pour des gens appelés à bâtir ensemble une société. L'unité dans la diversité, voilà le maître mot qui devrait caractériser les jeunes dans leur for intérieur : acceptation de soi-même et tolérance envers les autres.

Ceci est possible à une condition : celle d'éliminer l'esprit partisan. Tout fanatisme, tout parti-pris ne ferait qu'entraver la cohésion et l'harmonie des groupes, surtout si on essayait de les réunir pour un travail ensemble ou pour une activité de développement. « Je n'aime pas les partis ; très facilement ils deviennent des partis-pris », affirme Perpet, dans un thème discuté aux examens d'Etat, édition 2011.

D'autre part, la culture de la paix implique justement le goût du travail en commun. « Force-les de bâtir ensemble », nous dit Saint Exupéry dans Terre des hommes. Si tu leur donnes un travail, ils vont s'entendre; si tu leur donnes un morceau de pain, ils vont s'entredéchirer. En effet, c'est le travail qui réunit les hommes, tandis que ce sont leurs intérêts qui les divisent. Pour assurer une cohésion dans les groupes et y maintenir la paix, il faut une justice distributive afin d'amener tous et chacun à jouir du fruit du travail en commun.

De tout ce qui précède, force est de remarquer que la lutte contre délinquance juvénile est un problème complexe. Cela demande d'aller vers ces jeunes ou ces marginaux sociaux afin d'y exercer une pédagogie clinique. Mais le mieux est de créer une structure qui les accueille et qui leur offre les moyens de se revaloriser comme des hommes. Leur intégration sociale implique une dynamique allant de l'éducation de chacun à la positivité à une culture de la paix basée sur le goût du travail et son exercice, surtout en association avec

les autres. Mais ce problème de nature complexe mérite que l'on propose quelques suggestions ou voies de sortie de crise.

4. Conclusion

Dans le contexte des nombreux conflits qui écument l'Est de la RDC depuis trois décennies, nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer les effets néfastes de la guerre, surtout s'agissant des violences sexuelles faites aux femmes. Ainsi, par exemple, l'organisation Human Right Watch qui a écrit « Les soldats violent, les commandants ferment les yeux : violences sexuelles et Réforme militaire en R.D.Congo », P4, juillet 2009. Cependant, un fait comme la présence des enfants dans la rue semble, lui, ignoré ou passé sous silence. La délinquance juvénile à Bukavu et dans tout l'Est de la RDC est un fait de constat et non une simple conjecture, un fait qui prend des proportions inquiétantes au point où l'on pourrait être amené à penser qu'elle est déjà institutionnalisée comme un droit. Cette délinquance n'est pas une fatalité, qu'on se le dise : elle n'est qu'un reflet de la basse conjoncture et un dysfonctionnement du système social en RDC suite à l'état de guerre permanent imposé par certaines puissances. Elle est donc passagère, éradicable. Cette délinquance, qui est sous divers visages un échec de toute la société n'est pas imputable aux seuls enfants en question. Elle a donné lieu au phénomène « Enfant soldat » et celui qui fut baptisé « phénomène Enfant de la rue ». Eclaircissons un peu les termes.

Le concept « Enfant de la rue » est un concept polémique et ne correspond pas à la situation des enfants se trouvant dans la rue. Les enfants de la rue, il n'en existe pas. On rencontre bel et bien des enfants dans la rue, ou envoyés dans la rue suite à des circonstances diverses, et ce, contre leur choix. Pour ne pas condamner ces petits infortunés, il faut mettre en place des mécanismes pour résorber le chômage et enrayer la délinquance juvénile.

C'est notamment par la sensibilisation des parents et tous les partenaires de l'éducation à jouer chacun son rôle, l'élaboration de programmes nationaux d'enseignement adaptés au contexte des sociétés africaines en pleines mutations, sans oublier la création et la multiplication de structures d'accueil du genre de IPGL. Le maître-mot de cette sensibilisation est « **l'éducation pour tous** » telle que prônée par la Communauté Internationale qui, par l'initiative de quatre agences des nations-Unies, l'UNESCO, l'UNICEF, le PNUD et la Banque Mondiale, a lancé une invitation solennelle à tous les Etats d'Afrique à se préparer au rendez-vous de Bangkok de mars 1990 afin d'élaborer une charte de l'éducation et faire une mise à jour des systèmes éducatifs avant l'an 2000.

Écoutons à ce sujet deux déclarations des participants à ces assises :

-La première : « Après la mise au monde, il reste l'éducation. Vivre c'est se préserver dans son être. Et pour une société, c'est par l'éducation qu'elle se perpétue dans son être physique et moral. Il s'agit d'un accouchement collectif qui prolonge l'enfantement biologique individuel. »⁷

-La deuxième : « Ouvrir l'accès à l'éducation à un nombre de plus en plus élevé d'enfants, de jeunes et adultes ; réduire les disparités exclusives de fait, constituées au niveau des

⁷ BREDA(un bureau de recherche, d'étude et de documentation en Afrique, basé à Dakar) dans Société en Crise et éducation : perspectives, UNESCO, UNICEF, 1989

populations rurales et suburbaines, des femmes et des enfants en situation difficile, intégrer l'élément dans une dynamique de progrès économique, social et culturel, sont autant de domaines de mobilisation des énergies.»⁸

L'éducation, en fait, est le moyen excellent de lutter contre la délinquance juvénile. Elle permet d'intégrer les jeunes dans le processus du développement de leur pays et dans la transformation des conflits. Le concept « Enfant de la rue » est une négation et n'ajoute que la dérision à la situation infortunée de l'enfant. Nous estimons, en fin de compte, que l'enfant délinquant est ce qu'il par sa nature, mais aussi par son acquis culturel : cet enfant est, en définitive, ce que la société aura fait de lui.

6. Quelques recommandations.

Ici s'achève notre réflexion sur le problème de la délinquance juvénile. Vu sa complexité et eu égard aux acteurs ou partenaires de l'éducation de la jeunesse à différents niveaux, formulons ci-après quelques recommandations.

- Aux parents d'être attentifs aux besoins tant matériels que moraux de leurs enfants.
- Aux éducateurs d'adopter une pédagogie clinique, soit la « Cura personalis » pour bien gérer les cas des enfants marginaux.
- A l'Etat de concevoir des programmes adaptés aux besoins réels de la population et à son évolution. De renforcer la surveillance des medias sur la jeunesse et contrôler leur action sur l'éducation de la jeunesse.
- L'Eglise de jouer son véritable rôle dans l'éducation des jeunes et la transformation des conflits.
- Aux jeunes d'adopter un comportement positif, plus ouvert aux valeurs de la société, de s'abstenir de la consommation de stupéfiants et des boissons alcoolisées et de se méfier des discours haineux et de toute sorte de manipulations politiciennes.
- Aux ONG et organisations humanitaires de prioriser la formation intégrale des jeunes et leur intégration active au développement de leurs entités.
- A la Communauté internationale d'aider l'Etat congolais à restaurer son autorité et sa souveraineté sur tout son territoire national ; de mettre fin aux groupes armés.

8. Quelques références bibliographiques

- 1) BREDA, Société en crise et éducation : perspectives, UNESCO, UNICEF, 1989
- 2) La Convention des Nations-Unies sur les droits de l'Enfant, adoptée à New York, 1989
- 3) La loi n°87.010 de 1987 portant code de la famille.
- 4) Le code pénal zaïrois. Art sur la protection de l'enfant 1, 153, 154
- 5) IPGL, asbl, Rapport de la scolarité des enfants pygmées et vulnérables du Sud-Kivu, 2020 -2021.

⁸ Recommandation donnée par tous les participants au forum de Bangkok(1990)

Contactez-nous pour plus d'information :

Bureaux : 164, Av. Dr. Rau/ Bagira, Ville de Bukavu/RDC.

E-mail : ipglasbl@gmail.com

Téléphone : +243 997483625, +243 844552866

Site Web : www.ipgl-asbl.org